

Les régions demandent toujours plus de concertation avec l'Etat

Patrick Roger

Le premier ministre a reçu les présidents de région, lundi, à Matignon

Pour la première fois depuis les élections régionales du mois de juin, le premier ministre, Jean Castex, entouré de trois ministres, Elisabeth Borne (travail), Jacqueline Gourault (cohésion des territoires) et Sébastien Lecornu (outre-mer), recevait, lundi 13 septembre, l'ensemble des présidents de région. En métropole, les treize présidents sortants ont réussi le grand chelem en obtenant tous leur réélection. Coup de torchon, en revanche, dans les régions et collectivités d'outre-mer, où trois présidences sur quatre ont changé de titulaire.

Le gouvernement et les exécutifs régionaux se retrouvent donc en terrain de connaissance même si, désormais, et pour trois ans, c'est la présidente (PS) de la région Occitanie, Carole Delga, qui a succédé à Renaud Muselier, président (LR) de Provence-Alpes-Côte d'Azur, à la tête de Régions de France. Celle-ci a redit que « *les présidents de région souhaitent être acteurs de l'équipe France et appellent de leurs vœux un partenariat actif dans le cadre du plan de relance* ». Manière de souligner que le compte n'y est pas, malgré l'accord de partenariat entre l'Etat et les régions signé le 28 septembre 2020.

Au menu de ce premier rendez-vous officiel, deux sujets majeurs se sont imposés : le renforcement du dispositif « emploi compétences », alors que la reprise de l'activité se heurte à de fortes difficultés de recrutement ; la préparation du plan d'investissement « France 2030 » qui devrait être présenté à l'automne. Sur le premier point, les régions, compétentes en matière de formation, d'orientation et d'accompagnement vers l'emploi, demandent toujours, sans succès jusqu'à présent, à pouvoir exercer une responsabilité directe dans le pilotage des politiques de l'emploi. « *C'est un des principaux freins à l'emploi* », plaide inlassablement le président (Les Centristes) de Normandie, Hervé Morin.

Pomme de discorde

Le gouvernement a fait savoir qu'il était disposé à intégrer dans le projet de loi 3DS (différenciation, décentralisation, déconcentration, simplification) qui doit être examiné en décembre à l'Assemblée nationale, une disposition instaurant « *une instance de concertation Etat-régions autour de l'emploi* ». Alors que des tensions sur le recrutement se manifestent sur tous les secteurs et à tous les niveaux de qualification, le premier ministre a annoncé que des fonds supplémentaires seraient débloqués pour les régions dès 2021, mais aussi pour 2022 et 2023, afin d'élargir les publics concernés par la formation dans le cadre du plan d'investissement dans les compétences, à la fois pour les salariés et les demandeurs d'emploi. L'annonce devrait être faite fin septembre.

L'autre plat de résistance portait sur le plan d'investissement France 2030, auquel les régions ont réaffirmé le souhait d'être étroitement associées. M^{me} Delga plaide notamment pour « *un plan de reconversion de la filière automobile qui soit beaucoup plus structuré* ». Rendez-vous devrait être pris dans les jours à venir avec le ministre de l'économie, Bruno Le Maire, pour « *contribuer à bâtir ce plan* », selon Matignon.

Reste une pomme de discorde autour du volet mobilité dans le cadre du plan de relance. Les régions poussent pour engager une contractualisation sur les investissements dans les infrastructures de transport après 2023. M. Castex, a priori, n'y voit pas d'opposition. Mais, sur ce point, la confiance, du côté des régions, n'est pas encore de mise. Elles posent en préalable une compensation effective des pertes subies par les autorités organisatrices de mobilité pendant la crise sanitaire, en raison de la baisse de fréquentation des voyageurs et de la chute des versements mobilité des entreprises.

« *Pour nous, il ne peut pas y avoir de sortie de la crise Covid sans compensation* », a insisté la présidente (divers droite) d'Ile-de-France, Valérie Pécresse, déplorant, « *dans une période électorale préprésidentielle, un amoncellement de promesses du gouvernement qui ne sont suivies d'aucun engagement concret* ». Le premier ministre est attendu au prochain congrès de Régions de France, le 30 septembre, à Montpellier.